

**Changer de ministre, c'est bien,  
changer de politique c'est mieux !**

Bimestriel n° 199

Janvier Février 2024

Commission paritaire  
n° : 1012S07065  
Dir. de publication :  
Marie Buisson  
Imprimé sur papier  
recyclé



Les manifestant·es et les grévistes des 1<sup>er</sup> et 6 février se satisfont du départ de la ministre Ouédé-Castera tant celle-ci avait catalysé la colère des personnels par son mépris de l'école publique. Mais les personnels veulent surtout la fin de la politique de son prédécesseur : choc des savoirs, énième réforme de la voie pro...Les personnels en ont ras le bol de cette vente à la découpe de l'Éducation nationale. Attal avait cru les flatter avec le bon vieux recours à l'autorité dans une école idéalisée où tout se passait bien. Il n'en est rien : les groupes de niveaux sont largement rejetés dans les collèges, les PLP ne veulent pas que l'enseignement professionnel n'ait plus d'enseignement que le nom. Partout, les collègues s'organisent dans notre académie dans des AG, des rassemblements (Nanterre, Cergy...) Partout, on discute de la construction de la

lutte pour qu'enfin cette politique réactionnaire et ultra libérale cesse contre le service public d'Éducation. Ne nous y trompons pas, notre nouvelle ministre, bien que présentée comme de gauche, prône depuis longtemps une école davantage territorialisée, où les collectivités pourraient recruter les enseignant·es. On est loin d'une école qui affirme l'égalité sur le territoire et entre les élèves.

A nous d'amplifier la lutte. La date du 8 mars, grève féministe, sera un premier point d'appui avant la grande date du 19 mars, journée Fonction Publique, à laquelle appellent d'ores et déjà la FSU, Solidaires et la CGT. Et à partir de cette date, décidons ensemble de la reconduction !

Samuel Serre, co-secrétaire académique

#### ECHO DES LUTTES

On se mobilise dans l'académie de Versailles !

Pages 2, 3 et 6

#### FEMINISME

Grève du 8 mars et journées intersyndicales femmes

Page 4

#### VIE SCOLAIRE

Retour sur un collectif enrichissant

Page 5

#### NON TITULAIRES

Fiche de suivi d'affectation

Page 7-8

# Grèves et mobilisations réussies...

Amélie Oudéa-Castéra ne sera pas restée longtemps à la tête du ministère de l'Éducation nationale mais elle aura beaucoup fait pour la grève. Un tel mépris pour le service public d'éducation et ses personnels ne s'était pas vu, au moins, depuis les vacances de Blanquer à Ibiza. Cela a logiquement attisé une colère rampante qui s'est exprimée avec force le 1<sup>er</sup> février par la grève et les manifestations : autour de 50% de grévistes, plus de 10 000 manifestant·es à Paris avec un cortège CGT très dynamique et fourni... Mais les raisons de cette colère sont bien plus profondes que les propos et les casseroles de l'éphémère ministre de l'Éducation nationale. Elles viennent déjà d'un mouvement de fond de dégradation continue des salaires, des conditions de travail et du sens du travail. Pour inverser cette tendance, il faut y mettre les moyens, ce qui n'est fait actuellement que pour mettre en œuvre les priorités présidentielles et gouvernementales : Pacte, Service National Universel, uniforme...

Plus que de simples lubies, elles dessinent les contours de l'École voulue par Macron, bras armé du « réarmement civique » qu'il entend mener. Vision d'un passé fantasmé, cette École où les jeunes doivent avant tout apprendre à obéir et à servir la Nation est aux antipodes de ce que porte la CGT Éduc'ation. Ce projet réactionnaire est, du reste, cohérent avec les dernières réformes annoncées ou déjà mises en œuvre qui expliquent en grande partie, elles aussi, la colère des personnels. Celle-ci est particulièrement dirigée, en collège, contre les groupes de niveaux, cette mesure stigmatisante, ségrégative et inefficace, qui doit en plus être financée en prenant sur les autres dispositifs (dédoublés, options, etc.).

Mais le « choc des savoirs » ne s'arrête pas là : perte de liberté pédagogique dans le 1<sup>er</sup> degré, transformation du DNB en examen d'entrée en seconde... Le ministère y intègre également la nouvelle réforme de la voie pro,

ce qui est assez ironique au vu de la perte d'heures de cours qu'elle induit. Dans les LP, la journée de grève du 1<sup>er</sup> février, avec rassemblement le matin devant le MEDEF, était une nouvelle étape dans la lutte contre cette réforme après la grève du 12 décembre.

L'éviction d'Oudéa-Castéra n'est certainement pas étrangère à la forte mobilisation du 1<sup>er</sup> février, qui a amené le SNES-FSU, la CGT Educ'ation et SUD Education à appeler à une nouvelle grève moins d'une semaine plus tard, le 6 février. Mais l'enjeu dépasse largement la seule identité de la personne à la tête du ministère, il s'agit bien de contrer la politique éducative du gouvernement. Celui-ci semble tergiverser sur les groupes de niveaux, par exemple en affaiblissant légèrement le projet d'arrêté, mais l'essentiel demeure encore. Cette mesure doit être abandonnée et, avec elle, l'ensemble du « choc des savoirs » dont la réforme de la voie pro. Dès la reprise, organisons-nous pour réussir la grève féministe du 8 mars puis celle du 19 mars dans la Fonction publique. Comme pour le 1<sup>er</sup> février, la CGT Éduc'ation de l'académie de Versailles appelle à participer aux AG de grévistes, notamment celles du 19 mars pour mettre en débat la reconduction de la grève.

Maxime Pouvreau (CGT Educ 92)



# ...dans l'Éducation !



À l'image de la mobilisation nationale, la réponse aux attaques a été particulièrement forte dans notre académie. En plus des taux de grévistes importants, le cortège parisien était particulièrement fourni lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> février avec la présence d'établissements massivement en grève. Le dynamisme de la manifestation reflétait la colère des grévistes chauffé-es par les déclarations de la ministre mais également (surtout) par la politique éducative rétrograde de l'omniscient Macron.

Dans les départements de l'académie, il s'agit d'ancrer la mobilisation qui ne s'arrête pas avec le désaveu attendu de la ministre. Un rassemblement a eu lieu le matin du premier février devant la DSDEN 91 pour dénoncer la politique éducative en matière d'inclusion et d'accueil pour les primo-arrivant-es. La mobilisation était également particulièrement forte à la Queue-lez-Yvelines (voir page 6). Des AG avaient aussi lieu dans le 92 (sur le bassin de Nanterre et de Gennevilliers) et le 95 (Argenteuil, Sarcelles, Beaumont et Cergy) pour ancrer le mouvement dans la durée.

Si la mobilisation du 6 février a réuni moins de monde dans la rue, des collègues étaient particulièrement mobilisés contre le

choc des savoirs et en particulier les inepties autour des groupes de niveaux. L'arrivée et les discussions autour des DHG dans les établissements rendent concrètes les annonces politiques déconnectées de la réalité des besoins pour les élèves et les personnels.

Localement, et pour maintenir la pression avant les vacances de notre zone, des rassemblements ont eu lieu dans le 92 et le 95 le mercredi 7 février devant leurs DSDEN respectives. Ces appels traduisent le refus des collègues, avec leurs organisations syndicales, d'accepter des reculs historiques dans notre secteur.

D'ores et déjà, les échanges intersyndicaux se font sur la base d'une rentrée combative dans notre académie comme ailleurs. Les actions vont se multiplier dans les départements pour mobiliser le plus de collègues. Il s'agit donc de s'organiser à la base en refusant l'application d'une politique éducative rétrograde qui vise à toujours plus d'inégalités entre les élèves. À nous de redonner du sens à nos métiers en l'imposant par la lutte !

Mathieu Moreau,  
Co secrétaire académique

# La CGT : Féministe !

## Convaincre, Organiser, Valoriser la grève féministe

Nous étions près de 300 militantes et militants de la CGT réunies jeudi 8 février, pour préparer « en grand » la journée de grève et de manifestation interprofessionnelles pour l'égalité femme-homme le 8 mars prochain.

Une journée riche en échanges et en témoignages qui ont permis de rappeler, entre autres, que les luttes féministes ne datent pas d'hier, qu'elles ne sont pas l'affaire des seules femmes (l'organisation du 8 mars étant trop souvent confiée aux militantes), que « la bataille pour l'égalité au travail, au foyer et dans la société c'est tous les jours » qu'il faut la mener.

Pour préparer ce 8 mars, nous avons notamment réfléchi sur les questions d'égalité salariale, de la syndicalisation des femmes ou encore à la visibilité de la grève féministe. Si cela a permis de mettre en lumière les difficultés de trop nombreuses femmes à se mettre en grève (précarité salariale, garde d'enfant, peur de manifester...), cet atelier a laissé libre court à la créativité des participant·es pour rendre visible les femmes et leurs actions : certain·es ont proposé de renommer les rues et bâtiments publics d'illustres oubliées, d'autres de décliner le #UnJourSansNous à toutes les professions

fortement féminisées #UnJourSansSecrétaire, #UnJourSansInfirmière... Et pourquoi pas manifester sur de grands tracteurs violets pour se faire entendre ?!

Chrystel Levardon et Véronique Josien  
(CGT Educ 91)

## Le 8 mars : #UnJourSansNous

Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, mais aussi journée de solidarité avec les femmes du monde entier et de lutte contre les idées d'extrême droite sexistes et patriarcales, faisons du 8 mars une journée de grève féministe de toutes et tous pour revendiquer et gagner l'égalité réelle dans l'ensemble des sphères de nos vie !

A cette occasion, rendons visible, par la grève, ce que serait un jour sans femmes au travail. Dans notre secteur, où les métiers d'enseignement sont féminisés à hauteur de 58,5% dans le secondaire et de 84,3% dans le primaire (on est à plus de 93% en pré-élémentaire) et où les gestionnaires en DPE sont quasiment toutes des femmes, si les femmes s'arrêtent, tout s'arrête. Prenons conscience de notre valeur et faisons entendre nos voix dans les cortèges le 8 mars prochain !

Aude Marin la Meslée (CGT Educ 78)

## Agenda

**15 mars** – 19h00 : Ciné débat organisé par le collectif Femmes Mixité de l'UD 91  
Projection du film « Il reste encore demain » de Paola Cortellesi – Participation libre  
Salle Georges Brassens, 1 rue des Grives, 91760 Itteville - Inscriptions par mail : [UD91@cgt.fr](mailto:UD91@cgt.fr)

**3 et 4 avril** -Journées Intersyndicales Femmes, Bourse du Travail de Paris.  
Programme : *L'intime est politique : refuser les normes esthétiques et injonctions du paraître - Construire nos luttes féministes - Nouvelles technologies et intelligence artificielle : nouvelles mais toujours sexistes ! - Métiers du soin et du lien : un enjeu pour l'égalité.*

Inscriptions en ligne <https://vu.fr/vuwq> ou en flashant le QR Code.



# Un collectif vie scolaire réussi !

*La CGT Educ'action Versailles a réuni le 31 janvier 2024 son premier « collectif vie scolaire » depuis la tenue de son congrès à Cergy en octobre dernier. Pour la CGT Educ'action Versailles, ce collectif réunit à la fois des CPE et des assistant·es d'éducation, ceci afin de briser les liens hiérarchiques voulus par le ministère. La Cgt Educ'action reste attachée à ce que les CPE ne soient pas intégrées aux équipes de direction tout comme elle milite pour que les assistant·es d'éducation puissent se retrouver soit en tant qu'étudiant·es soit comme personnels de vie scolaire à plus long terme. Pour ces dernières et derniers, elle milite pour la création d'un statut de la Fonction publique de catégorie B1 (à l'instar des Aesh). Pour les étudiant·es surveillant·es, elle milite pour le retour d'un statut de MI/SE qui permette une réelle poursuite d'étude.*



**Comment suivre des études si on bosse 35h30 à temps plein ?**

Les échanges ont été fructueux durant cet après-midi dans nos locaux de Nanterre. Ils ont porté sur les conditions de travail bien entendu, sur les problèmes de sécurité dans les établissements, sur le manque de personnels, sur les salaires. Bref, le travail quotidien du syndicalisme.



**Quand il y a des problèmes de violence, on est souvent mis en première ligne !**

Toutes et tous, CPE comme Aed, disent être débordé·es, subissent la densité des incidents qui augmentent, n'ont que trop peu de temps à consacrer aux élèves, sont mal ou peu formé·es.

Un autre point est revenu de la part des Aed comme des CPE, c'est la volonté de faire partie

de la communauté éducative au même titre que les enseignant·es et les autres personnels. Des Aed assurent le suivi des classes sans que cela empiète sur le statut des CPE : ils et elles trouvent cela enrichissant car cela leur permet de sortir de la litanie « gestion des absences/ contrôle de la grille/surveillance de la cantine et/ou de la permanence »

L'actualité nous a d'ailleurs rattrapé car, avec les groupes de niveaux que veut instaurer le ministère au collège, les Aed craignent de ne devoir faire désormais que de la permanence.

Ce fut aussi une après-midi de production puisque deux fiches pratiques ont été rédigées suite au collectif. Elles sont disponibles sur notre site.



*Avec ce QR code vous trouverez notre fiche sur la Cdisation des Aed*

Sur le développement du syndicat, nous avons convenu que lors des tournées d'établissement il fallait favoriser au max les binômes enseignant·es/Aed afin de toucher au plus près les personnels.

Décision a été prise de se revoir avant la fin de l'année scolaire. À l'ordre du jour, entre autres, une réflexion sur le référentiel des missions pour le statut de personnels de vie scolaire que nous revendiquons. À l'instar du statut pour les Aesh que nous revendiquons, il s'agirait de mettre du « corps » dans nos revendications.

Samuel Serre

Co-secrétaire académique

# Seule la lutte paye : mobilisation gagnante au lycée Jean Monnet de la Queue-lez-Yvelines

Dans une mobilisation large réunissant personnels, parents et élèves, les collègues du lycée Jean Monnet de La Queue-lez-Yvelines ont défendu leur dispositif ULIS bec et ongles, et ont obtenu gain de cause. Une mobilisation soutenue par la CGT Educ'action 78, et dans laquelle notre camarade secrétaire de section, a joué un rôle important.

Annoncée le 29 janvier dernier en conseil pédagogique, la fermeture de l'ULIS provoque une réaction d'ampleur des collègues de l'établissement qui s'engagent massivement dans le mouvement de grève du 1<sup>er</sup> février et poursuivent ensuite leurs actions. Jonction avec les autres établissements du secteur, tractage, communication à la presse, pétition... Le mouvement, qui est rejoint par les associations de parents d'élèves, se visibilise et s'amplifie.

Le 6 février, à l'occasion d'une nouvelle journée de grève dans l'Éducation, ce sont les élèves qui se mobilisent et se rassemblent au

petit matin devant leur établissement. Les personnels se rendent à Rambouillet à la permanence du député de la circonscription, suppléant d'Aurore Bergé, afin de faire entendre leurs revendications. La nouvelle tombe en début de soirée. Face à l'engagement de l'ensemble de la communauté éducative, au soutien des parents et des élèves, la fermeture est suspendue pour la rentrée prochaine.

Kevin Scribot (CGT Educ 78)



## CONTACTS

### CGT EDUC'ACTION VERSAILLES

La Rotonde  
32-34 Avenue des Champs Pierreux  
92 000 NANTERRE

[cgteducversailles@gmail.com](mailto:cgteducversailles@gmail.com)

### Co-secrétaires académiques

Mathieu Moreau  
Samuel Serre

### Responsable Élu-es CAPA

Frédéric Moreau

Pour contacter nos élu-es sur les questions de carrière, mutations, etc.

[eluscgtversailles@gmail.com](mailto:eluscgtversailles@gmail.com)

06 40 16 79 39

### Permanences

*Permanences tous les vendredi + permanences téléphoniques : laissez un message pour être rappelés ou envoyez-nous un courriel*

Beaucoup d'informations pratiques

et d'actualités sur notre site

<http://www.cgteduc-versailles.fr/>



# Fiche syndicale d'affectation des enseignant·es contractuel·es (CDD ou CDI) de l'académie de Versailles

Situation à la rentrée 2023

CDD –  CDI

(Mettre une croix dans la case correspondante)

NOM : .....

Prénom : .....

Date de naissance : .....

Adresse personnelle : .....

.....

Ville : ..... Code Postal : .....

Téléphone : ..... .....

E-mail : .....@.....

Je suis syndiqué e

oui  non

Ancienneté dans l'Éducation Nationale au 31/08/23 : .....

Discipline : .....

Code discipline : .....

(Voir dernier arrêté d'affectation)

**Affectation actuelle :**

Type d'établissement : .....

(LPO, Lycée, LP, Collège, Segpa, EREA, etc. )

Nom de l'établissement : .....

Adresse : .....

.....

**Fiche syndicale d'affectation à retourner**

avec une copie de votre dossier de demande de renouvellement à :

**CGT Educ'action de l'académie de Versailles**

**32/34 avenue des Champs Pierreux – 92000 NANTERRE**

Pour contacter nos élu·es : 06 40 16 79 39 [eluscgtversailles@gmail.com](mailto:eluscgtversailles@gmail.com)

Site CGT Educ'action Versailles : <http://www.cgteduc-versailles.fr/>

## Situation familiale

Autorité parentale unique :  
(veuf-ve, divorcé-e, célibataire avec  
enfant(s))  oui  
 non

Enfant handicapé-e :  oui  
 non

Conjoint-e ou ascendant-e handica-  
pé-e :  oui  
 non

Nombre d'enfants à charge : \_\_\_\_

## Situation particulière

Avez-vous demandé à être éventuellement affecté-e dans  
des établissements à contraintes particulières ?  oui  
(REP, REP+, voir liste de ces établissements sur circulaire  non  
rectorale)

Avez-vous demandé, en 1<sup>er</sup> vœu, le maintien dans votre  oui  
établissement actuel ?  non

Votre chef-fe d'établissement a-t-il/elle émis un avis favo-  oui  
rable à votre renouvellement (CDD) ?  non

Admissibilité à un ou plusieurs concours ?  oui  
 non

Avez-vous été inspecté-e cette année ?  oui  
 non

## CONTRACTUEL-ES CDD

Ordre des vœux

N° d'ordre des vœux	Département	Secteur	Type d'établissement
N°1			
N°2			
N°3			
N°4			

## CONTRACTUEL-LES CDI

Vœux formulés

N° d'ordre des vœux	Code vœu (ETB, COM, GEO, DPT, ZRE, etc.)	Type d'établissement	Libellé du vœu en clair
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			